

SITUATION INTERNATIONALE

LES CONTRADICTIONS FONDAMENTALES DE NOTRE ÉPOQUE S'ACCROISSENT, ET LE SCÉNARIO ACTUEL OFFRE DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES À L'ACTIVITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE NOS PARTIS

Dans la déclaration finale adoptée par la 29^e session plénière de notre conférence, qui s'est tenue en octobre 2024, nous avons déclaré que « *le monde traverse une période complexe, caractérisée par l'aggravation de la crise générale du système capitaliste. La confrontation interimpérialiste, les conflits entre les monopoles et les États des économies capitalistes-impérialistes les plus développées ont atteint un point tel qu'ils ont recours à la guerre pour résoudre leurs divergences.* »

[...] *Les effets sociaux négatifs produits par l'exploitation capitaliste se heurtent au rejet des travailleurs, des jeunes, des femmes et des peuples. Des mobilisations massives, des grèves ouvrières et des soulèvements populaires ont lieu contre les politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements bourgeois, qu'ils soient libéraux, néolibéraux, sociaux-démocrates ou « progressistes ».* »

Le scénario économique, politique et social actuel montre que ces problèmes, et d'autres, inhérents à la nature du système capitaliste-impérialiste dominant, se sont intensifiés. Nous vivons dans un monde convulsé, où les contradictions fondamentales de l'époque sont exacerbées.

L'une des caractéristiques les plus marquantes de la scène internationale actuelle est l'intensification de l'agressivité de l'impérialisme américain.

La présence de Donald Trump à la Maison Blanche a aggravé les contradictions interimpérialistes, y compris avec ses alliés traditionnels, car son slogan « *Make America Great Again* » (Rendre sa grandeur à l'Amérique) est, dans la pratique, un cri de guerre lancé par les monopoles internationaux les plus puissants et les secteurs les plus réactionnaires de l'oligarchie impérialiste américaine, dans le but de récupérer les positions que les États-Unis ont perdues sur la scène économique et politique mondiale ces dernières années.

Sa politique tarifaire a ouvert un nouveau chapitre dans la guerre commerciale. Bien qu'elle vise à augmenter les recettes fiscales des États-Unis et, principalement, à frapper les économies de leurs plus puissants concurrents dans le commerce international, ses effets négatifs se font également sentir – et continueront de se faire sentir – au sein même des États-Unis.

On estime qu'à moyen et long terme, cette politique tarifaire réduira le produit intérieur brut (PIB) américain d'environ 6 % et les salaires d'environ 5 %.

Avec des droits de douane plus élevés, les coûts de production augmentent et les prix des produits deviennent plus chers sur les marchés nationaux et internationaux, de sorte que ce sont les travailleurs qui supportent en fin de compte les conséquences de cette politique : dans la pratique, leur pouvoir d'achat est réduit et les salaires réels baissent.

Les pays les plus touchés sont ceux dont l'économie dépend des exportations de produits manufacturés ou agricoles vers les États-Unis.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit que cette politique américaine et les réactions similaires d'autres pays entraîneront un ralentissement du commerce mondial. D'autres organismes internationaux ont prévu une baisse du taux de croissance de l'économie mondiale pour 2025 et 2026.

La croissance du commerce des marchandises devrait être de 2,4 % en 2025, contre 2,2 % en 2024 ; toutefois, l'OMC prévoit qu'en 2026, la croissance du commerce des marchandises ralentira nettement, pour s'établir à 0,5 %.

Donald Trump a relancé le recours direct à la menace d'une intervention militaire comme moyen de soumettre ceux qui expriment leur désaccord ou résistent à ses politiques interventionnistes. Il a averti qu'il pourrait intervenir militairement pour « reprendre » le contrôle du canal de Panama ; il s'est exprimé en des termes similaires concernant son intention d'annexer le Groenland et le pôle Nord. Ses menaces contre la Russie persistent et il tente de parvenir à un accord avec celle-ci pour se partager l'Ukraine. Il apporte notamment un soutien économique et militaire à Israël pour dévaster la Palestine.

Après avoir menacé l'Iran de maintenir et de développer son programme nucléaire, il a procédé au bombardement de trois centrales nucléaires iraniennes dans le cadre de l'« opération Midnight Hammer », lancée en juin 2025 contre les infrastructures nucléaires de ce pays, dans le but de renforcer les attaques sionistes israéliennes dans leur offensive contre l'Iran.

L'impérialisme américain n'est pas seulement le principal soutien du génocide sioniste à Gaza et des interventions militaires dans les pays de la région tels que le Liban, la Syrie, le Yémen et l'Iran ; il est le planificateur et le directeur de ces actions sionistes. Trump a déclaré qu'il prévoyait de transformer la bande de Gaza en « Riviera du Moyen-Orient », ce qui signifierait le déplacement de tous ses habitants, coïncidant ainsi avec les objectifs de Netanyahu.

Ce plan de mainmise sur Gaza s'inscrit dans un projet plus large visant à diviser et démembrer les États de la région dans le cadre de ce qu'on appelle « le nouveau Moyen-Orient », selon des critères religieux, communautaires et ethniques, afin de perpétuer la domination américaine dans la région, de garantir la suprématie d'Israël sur ses voisins et de neutraliser les autres forces impérialistes rivales, en particulier la Chine et la Russie.

Le cessez-le-feu à Gaza, approuvé le 9 octobre, n'implique pas l'arrivée de la paix à Gaza ni dans toute la Palestine. L'Etat sioniste d'Israël maintient la menace de poursuivre ses opérations militaires – et, en fait, celles-ci se sont poursuivies dans la région. Israël ne renonce pas à ses plans d'occupation de tout le territoire palestinien. Le régime de Netanyahu a subi une énorme pression internationale rejetant le génocide, et cela a été l'un des facteurs qui ont influencé sa décision d'accepter la cessation des opérations militaires.

Depuis fin août, les États-Unis ont déployé une flotte navale dans le sud des Caraïbes, ce qui a été dénoncé comme une préparation à une invasion du Venezuela.

L'idéologie raciste, suprémaciste blanche et xénophobe guide la politique anti-immigration des États-Unis. Plus qu'une chasse aux migrants sans papiers, c'est une guerre qui leur a été déclarée. C'est là que se révèle le profil fasciste de la faction la plus agressive de l'oligarchie dirigée par Trump.

La force des appareils répressifs s'exerce contre des millions de travailleurs qui génèrent de la richesse tant pour ce pays que pour leurs pays d'origine. Les actions brutales de la police de l'ICE contre les migrants suscitent un rejet ouvert, tant aux États-Unis qu'à l'échelle internationale.

Ces événements ont évolué de telle manière qu'ils ne constituent plus seulement un conflit entre les migrants et le gouvernement américain, mais entre les travailleurs et le peuple des États-Unis contre leur propre gouvernement. La vision militariste avec laquelle il agit dans les relations internationales s'applique également à l'intérieur du pays : face aux manifestations qui se propagent dans plusieurs États, Trump a qualifié certaines villes de zones de guerre et a envoyé des troupes militaires pour contrôler la population.

L'impérialisme américain a déclaré la guerre à son propre peuple.

Il est évident que le processus de déclin des États-Unis en tant que puissance hégémonique a commencé il y a près d'une décennie.

À l'heure actuelle, la Chine est la seule puissance ayant la capacité et l'intention de contester cette hégémonie à l'impérialisme américain.

En 2010, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale. Actuellement, la différence entre les parts des États-Unis et de la Chine dans le PIB mondial n'est que d'environ 6 %, en faveur des premiers (25 % et 19 % respectivement). On estime que dans les dix prochaines années, le PIB de la Chine dépassera celui des États-Unis. Au cours de la même période, l'Inde se positionnerait comme la troisième économie mondiale.

Cependant, si l'on ajuste le PIB en fonction de la parité de pouvoir d'achat (PPA), la Chine est déjà la première économie mondiale. Selon ce paramètre, les dix plus grandes économies sont : la Chine (19 %), les États-Unis (15,2 %), l'Inde (7,75 %), le Japon (3,65 %), l'Allemagne (3,11 %), la Russie (2,84 %), l'Indonésie (2,56 %), le Brésil (2,31 %), la France (2,18 %) et le Royaume-Uni (2,17 %).

La part de la Chine dans la production industrielle mondiale en 2024 était de 31,6 %, ce qui la place au premier rang, tandis que celle des États-Unis était de 15,9 %, les plaçant au deuxième rang. Viennent ensuite le Japon (6,5 %), l'Allemagne (4,8 %) et l'Inde (2,9 %).

La base matérielle et technique de l'industrie chinoise est profondément nouvelle et supérieure à celle des États-Unis et des autres puissances occidentales, car elle s'est construite au cours de la dernière décennie sur des technologies de pointe, des infrastructures modernes et une planification étatique orientée vers l'innovation. Alors que les industries occidentales souffrent de structures vieillissantes, de coûts élevés et de processus fragmentés, la Chine a développé des écosystèmes industriels intégrés qui combinent l'intelligence artificielle, la robotique, la fabrication de pointe et les chaînes logistiques numériques. Cette base technologique, consolidée dans des secteurs stratégiques tels que la microélectronique, l'énergie verte et la production automatisée, constitue aujourd'hui son plus grand avantage.

Les États-Unis et la Chine contrôlent 25 % du commerce mondial des exportations et des importations. Les États-Unis représentent environ 13 % du volume total, tandis que la Chine en représente 12 %. Selon les informations de l'OMC, la Chine est en tête des exportations de marchandises avec 14,2 % du commerce mondial, les États-Unis occupent la deuxième place avec 8,5 %, suivis de l'Allemagne avec 7,1 %. En matière d'importations, les États-Unis occupent la première place avec 13,2 % du volume mondial, suivis de la Chine avec 10,6 % et de l'Allemagne avec 6,1 %.

La capitale financière de la Chine s'étend sur les cinq continents. Selon le portail Grant Continent, la Chine est actuellement le plus grand créancier bilatéral au monde, prêtant plus que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale réunis. Au cours des vingt dernières années, la Chine a fourni 240 milliards de dollars de « financement d'urgence ». Ce faisant, elle a remplacé les États-Unis dans le « sauvetage » des pays à faible et moyen revenu endettés.

Rien qu'en prêts publics et en prêts garantis par l'État, une analyse de 620 prêts officiels révèle un engagement de 418 milliards de dollars en prêts garantis entre 2000 et 2021. Pour l'année 2025, elle a prévu des paiements de 22 milliards de dollars.

En ce qui concerne la composition monétaire des réserves officielles de change, la prédominance du dollar américain se poursuit, même si elle a perdu du terrain. En 2000, environ 71 % du total des réserves étaient en dollars américains ; à la fin de 2024, elles étaient tombées à environ 58 %, soit une baisse de 13 points de pourcentage.

Un autre fait très important à cet égard est que 88 % des opérations sur le marché des changes sont effectuées en dollars américains.

Il est important de noter que, bien que le dollar reste la monnaie de règlement la plus utilisée, la Chine est le pays qui effectue le plus d'échanges commerciaux et a adopté la politique d'établir le yuan (ou renminbi) comme monnaie pour ses transactions commerciales.

L'impérialisme américain considère la Chine comme son principal ennemi. Pour faire face à cette situation, les États-Unis ont élaboré une stratégie globale couvrant les domaines militaire, économique, politique, technologique et diplomatique. Ils s'efforcent d'assurer leur présence et leur domination dans la région indo-pacifique, que Washington considère comme le centre de la concurrence stratégique.

À cette fin, les États-Unis s'emploient activement à créer et à renforcer des alliances, des pactes de sécurité et des opérations militaires conjointes afin de former un front de confinement contre la Chine :

AUKUS : pacte de sécurité avec l'Australie et le Royaume-Uni axé sur le transfert de technologie en matière de sous-marins à propulsion nucléaire.

Quad : dialogue sur la sécurité avec le Japon, l'Inde et l'Australie en vue d'une coopération dans le domaine de la sécurité maritime et non traditionnelle.

Alliance avec les Philippines : renforcement du traité de défense mutuelle, y compris la réactivation des bases militaires aux Philippines pour contrer l'assertivité chinoise en mer de Chine méridionale.

FONOP (Freedom of Navigation Operations) : opérations navales et aériennes menées par la marine américaine dans les zones proches des îles revendiquées par la Chine en mer de Chine méridionale, dans le but de contester ses revendications territoriales.

En outre, les États-Unis continuent de soutenir Taïwan en lui fournissant des armes sophistiquées et en émettant fréquemment des avertissements publics concernant une éventuelle intervention militaire chinoise sur l'île.

De son côté, la Chine s'oppose à la politique d'endiguement de l'impérialisme américain par des actions et des politiques qui couvrent les sphères économiques intérieure et extérieure ainsi que les relations internationales.

Elle s'efforce d'étendre sa présence et ses relations sur la scène mondiale. L'initiative « Belt and Road » lui permet de réaliser des investissements de plusieurs millions de dollars dans les infrastructures (ports, trains, routes) en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Europe, sécurisant ainsi ses chaînes d'approvisionnement en ressources et créant de nouveaux marchés pour ses produits.

Ces dernières années, elle a renforcé ses liens politiques et sa coopération économique et financière avec la Russie, et ensemble, elles ont orienté l'action des BRICS en fonction de leurs propres intérêts géopolitiques. Les deux pays partagent l'objectif de réformer l'ordre international dominé par l'impérialisme américain et, à sa place, d'exercer une plus grande influence.

La Chine mène une coopération régionale intense, promeut des accords commerciaux et économiques tels que le Partenariat économique régional global (RCEP), afin de consolider sa position en tant que centre de l'économie de la région Asie-Pacifique.

Avec d'autres pays, elle promeut une politique de dédollarisation des transactions commerciales internationales et l'utilisation du yuan ou renminbi.

Dans les zones de tension, la Chine réagit par des démonstrations de force et des mesures juridiques. Elle agit également dans le domaine militaire. Elle promeut la militarisation des îles artificielles en mer de Chine méridionale et maintient une pression militaire, diplomatique et économique sur Taïwan afin de réaffirmer ses revendications territoriales. Récemment, le 3 septembre 2025, la Chine a démontré son énorme capacité de guerre, en particulier ses développements technologiques dans l'industrie militaire.

Avec un budget militaire de 270 milliards de dollars pour 2025, la Chine se classe au deuxième rang des dépenses militaires, dépassée uniquement par les États-Unis, dont le budget s'élève à 962 milliards de dollars pour la même année.

Les pays de l'Union européenne ont perdu de leur poids et de leur influence relatifs sur la scène mondiale par rapport aux décennies précédentes.

Il ne s'agit pas d'une perte absolue ; l'UE, dans son ensemble, reste une puissance importante. Le taux de croissance du PIB de la zone euro a toujours été inférieur à celui des États-Unis et de la Chine. Cela se traduit par une réduction de la part de l'UE dans le PIB mondial. Elle a pris du retard en matière d'investissements dans les technologies clés (telles que l'intelligence artificielle et les semi-conducteurs) et est confrontée à une productivité du travail inférieure à celle des États-Unis, ce qui affecte sa compétitivité à long terme.

La crise énergétique et les perturbations brutales de la chaîne d'approvisionnement après l'invasion de l'Ukraine et la pandémie ont mis en évidence la vulnérabilité de l'UE et sa dépendance à l'égard des sources externes d'énergie et de matières premières, affaiblissant ainsi sa position dans les négociations internationales.

En Afrique, en Amérique latine et en Asie, l'Europe a perdu de son influence au profit de la Chine, de la Russie, de la Turquie et même de l'Inde, qui ont renforcé leur présence économique et politique.

La guerre en Ukraine a réaffirmé la subordination de l'Union européenne à l'agenda géopolitique des États-Unis ; l'OTAN, dominée par Washington, continue de déterminer le cours de l'action militaire européenne. Sous la pression des États-Unis, ils ont considérablement augmenté leurs budgets de défense, s'engageant à augmenter leurs dépenses militaires dans les années à venir. Néanmoins, d'importantes contradictions persistent entre l'UE, ses États membres et l'impérialisme américain lui-même, en particulier dans les domaines économique, commercial, énergétique et diplomatique. Sans prendre ses distances avec les États-Unis, et encore moins les affronter, l'Allemagne cherche à tirer parti de la situation à son propre avantage.

La France et plusieurs secteurs en Allemagne évoquent la nécessité d'une « autonomie stratégique européenne » qui n'existe pas encore pleinement, mais qui exprime des divergences avec les États-Unis. Le président français Emmanuel Macron propose de renforcer le pilier européen au sein de l'OTAN ; et certains pays, comme la Pologne et les États baltes, font preuve d'un plus grand bellicisme et sont favorables à une réponse commune contre la Russie.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le processus de militarisation de la vie dans l'UE s'est intensifié, englobant les sphères économique, institutionnelle, budgétaire, culturelle et autres.

La plupart des États membres augmentent régulièrement leurs budgets de défense ; de nombreux pays ont adopté l'objectif de 2 % du PIB en dépenses militaires, s'alignant ainsi sur les normes promues par l'OTAN ; l'UE alloue ses propres fonds à la recherche et au développement militaires, ce qui était sans précédent il y a dix ans.

Bien que l'OTAN reste le principal cadre de sécurité, l'UE a créé ses propres mécanismes : la coopération structurée permanente (CSP), lancée en 2017, qui regroupe des dizaines de projets de défense communs (mobilité militaire, drones, systèmes de commandement, surveillance maritime, etc.) ; le Fonds européen de défense (FED), qui finance le développement d'armements, de technologies militaires et de projets d'innovation en matière de défense ; et la capacité de planification et de conduite militaires de l'UE (MPCC), qui fait office de structure embryonnaire d'un quartier général européen et gère les missions militaires à l'étranger.

Le développement du groupe BRICS+ suscite des attentes dans divers secteurs.

Il a aujourd'hui un poids économique et politique important et les projections pour les années à venir sont encore plus importantes.

Les pays membres du BRICS+ représentent 55,61 % de la population mondiale ; ils contribuent à hauteur de 42 % au PIB mondial en termes de PPA et de 40 % au commerce mondial. Ils dépassent légèrement le PIB nominal du G7 (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni et États-Unis). La force de ce groupe est principalement due à la présence de la Chine.

On estime qu'ils maintiendront un taux de croissance annuel potentiel supérieur à 4 %, contre 2 % pour le G7, ce qui augmentera encore leur part dans l'économie mondiale.

L'émergence de ce groupe répond au processus intrinsèque du développement et de l'accumulation capitalistes. Il ne s'agit pas, comme le présentent certains secteurs révisionnistes et réformistes, d'un « modèle de développement alternatif » pour les peuples, et encore moins d'une alliance « anti-impérialiste ». Il s'agit d'une association d'États et de groupes économiques qui cherchent à développer leurs investissements, à contrôler les marchés, à accéder aux matières premières et à élargir leurs espaces d'accumulation dans un monde où les États-Unis jouent le rôle de puissance hégémonique.

Au sein de ce groupe, des tensions et des désaccords s'expriment. La Russie et la Chine le dirigent en fonction de leurs propres intérêts géopolitiques ; l'Inde craint que l'instrumentalisation du groupe par la Chine et la Russie n'affecte ses propres intérêts, et ce n'est pas le seul cas. Les pays du groupe sont unis par des intérêts particuliers affectés dans le contexte d'un scénario international commun.

Au sein de ce groupe, les besoins particuliers de ses membres se combinent avec les projets géopolitiques des puissances impérialistes telles que la Chine et la Russie. Par conséquent, les tensions entre les BRICS et l'Occident doivent être comprises comme une manifestation des contradictions interimpérialistes.

L'économie mondiale maintient un rythme de croissance lent.

La récession mondiale que certaines prévisions avaient annoncée pour 2025 ne s'est pas produite ; cependant, la croissance reste inférieure aux taux d'avant la pandémie.

Les organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et la CNUCED prévoient des taux de croissance faibles pour 2025 et 2026, allant de 3,0 % à 2,7 %.

Les économies capitalistes les plus développées (États-Unis, zone euro, Japon, Canada, Royaume-Uni) prévoient les taux de croissance les plus faibles : 1,5 % et 1,6 % en 2025 et 2026, respectivement.

Le risque de récession persiste dans la zone euro ; la croissance prévue est de 0,8 % à 1,0 %, ce qui frôle une situation dite de « stagnation technique ». La responsabilité de l'Allemagne dans cette situation est importante : en 2024, son économie est entrée en récession (-0,2 %) et les prévisions de croissance pour cette année sont à peine de 0,1 %. L'Allemagne est considérée comme le moteur de l'industrie européenne.

La croissance la plus forte, tirée par l'Inde et la Chine, se concentre à nouveau dans les économies dites émergentes d'Asie (4,1 % en 2025 et 4,0 % en 2026).

Bien qu'il n'y ait pas d'accord total entre les différentes sources sur l'évolution de la production industrielle, une croissance modérée est attendue pour 2025. Certaines estimations la situent entre 2 % et 3 %, avec des risques à la baisse si les conflits entre les économies capitalistes les plus développées persistent ou si de nouvelles perturbations surviennent dans les chaînes d'approvisionnement. Pour rappel, il convient de noter que la croissance de la production industrielle s'est située entre 1 % et 1,6 % en 2023, et entre 1,8 % et 2,6 % en 2024, selon diverses sources.

Selon l'OMC, le volume du commerce mondial de marchandises augmentera de 2,4 % en 2025, ce qui est peu probable. Les estimations précédentes tablaient sur une croissance de 0,9 % pour cette année et de 0,5 % pour 2026. La hausse des projections pour 2025 est due aux effets de

l'anticipation (importations anticipées avant l'augmentation des droits de douane), mais celle-ci s'estompera en 2026, lorsque les nouveaux droits de douane entreront pleinement en vigueur.

Aucune amélioration des conditions de vie des travailleurs n'est en vue.

Dans certaines régions, elles vont même se détériorer en raison de la baisse du pouvoir d'achat des salaires, de la précarité croissante du travail, des pertes d'emploi et des migrations forcées, entre autres facteurs.

En mai, l'Organisation internationale du travail (OIT) a révisé ses prévisions de croissance de l'emploi mondial pour cette année, les ramenant de 1,7 % à 1,5 %. Si elle prévoit que le taux de chômage mondial restera autour de 5 %, l'un des problèmes réside dans la qualité, la rémunération et la stabilité des emplois.

Il existe des différences marquées dans les niveaux d'emploi, de chômage et de sous-emploi selon les régions, les niveaux de développement et les groupes de population. Le chômage des jeunes est élevé : il restera compris entre 12 % et 13 %. Dans certaines régions, comme l'Amérique latine et les Caraïbes, le taux d'emploi informel dépasse 50 % dans plusieurs pays. En 2024, seulement 46,4 % des femmes en âge de travailler dans le monde avaient un emploi, contre 69,5 % des hommes.

La politique tarifaire américaine met en péril des dizaines de milliers d'emplois. L'OIT estime qu'environ 84 millions d'emplois dans 71 pays sont directement ou indirectement liés à la demande des consommateurs américains. La région Asie-Pacifique représente 56 millions de ces emplois. Le Canada et le Mexique ont la plus forte proportion d'emplois exposés (17,1 %). Les progrès technologiques, en particulier l'introduction de l'intelligence artificielle dans les processus de production, favorisent un développement des forces productives orienté vers l'augmentation de la productivité du travail et l'extraction de plus-value. Entre les mains des capitalistes, l'IA n'est pas mise en œuvre pour libérer du temps de travail ou améliorer la vie de la classe ouvrière, mais pour réduire les coûts de main-d'œuvre, intensifier le contrôle sur le processus de production et approfondir la concurrence entre capitalistes. Son introduction accélère la tendance historique à remplacer le travail vivant par le travail mort, générant un chômage structurel et élargissant l'armée de réserve industrielle, ce qui pousse à son tour les salaires à la baisse et précarise davantage les conditions de travail.

De plus, l'IA devient un instrument idéologique et disciplinaire. Les plateformes numériques, la surveillance algorithmique et la gestion automatisée du travail permettent un contrôle plus exhaustif des rythmes, des mouvements et des comportements des travailleurs, tout en renforçant de nouvelles formes d'exploitation, telles que le travail à la tâche ou les contrats « indépendants » à court terme au lieu d'emplois permanents à temps plein.

Cette situation oblige le mouvement syndical à développer des formes d'organisation et de lutte capables de s'opposer efficacement aux nouvelles modalités d'organisation du travail imposées par le capital.

Dans le même temps, ces technologies permettent de faire progresser les mécanismes de contrôle de masse de la population, tels que la reconnaissance faciale et d'autres systèmes de surveillance. Ce n'est pas un hasard si le domaine militaire a été la première cible du développement de l'IA : sa recherche et son financement ont été fortement motivés par les besoins de défense et la concurrence géopolitique. Aujourd'hui, les grands monopoles technologiques chinois et américains dominent ce secteur stratégique.

La dégradation accélérée de l'environnement que connaît la planète est la responsabilité du système capitaliste.

Elle se traduit aujourd'hui par des perturbations climatiques de plus en plus extrêmes : vagues de chaleur sans précédent, inondations dévastatrices, incendies de forêt massifs et perte accélérée de biodiversité. Ces phénomènes ne sont pas des événements isolés ou de simples « cycles naturels » ; ils sont le résultat direct d'un modèle économique basé sur l'exploitation illimitée des ressources et l'accumulation effrénée. Les pays capitalistes les plus développés ont toujours été les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre, de la consommation excessive d'énergies fossiles et de l'expansion des industries polluantes. Bien qu'ils représentent une minorité de la population mondiale, ils concentrent la majeure partie de l'empreinte écologique et ont bâti leur richesse sur un modèle de production qui ignore les limites de la planète.

Leur bras armé est constitué des monopoles et des grandes sociétés transnationales, dont le pouvoir économique et politique leur permet d'imposer des pratiques hautement polluantes dans la recherche du profit. Les entreprises des secteurs de l'énergie, des mines, de l'agroalimentaire et des transports ont joué un rôle central dans la destruction des écosystèmes, la déforestation massive, l'expansion des infrastructures polluantes et l'obstruction systématique des politiques environnementales profondes. Tout en externalisant les coûts environnementaux vers les communautés et les pays les plus vulnérables, elles continuent de promouvoir un modèle extractif qui intensifie les catastrophes naturelles et aggrave la crise climatique mondiale.

L'exploitation des terres dites rares révèle la profonde contradiction du « capitalisme vert », qui promet une transition écologique sans remettre en question les logiques d'accumulation qui ont produit la crise environnementale. La production de technologies « propres » - telles que les voitures électriques, les batteries à haute capacité ou les éoliennes - dépend d'une extraction minière intensive dont l'approvisionnement implique la destruction des écosystèmes, la contamination des sols et des eaux, et des conditions de travail abusives dans les pays dépendants. Ainsi, sous le discours de la durabilité, les grandes puissances et les grandes entreprises transfèrent les coûts environnementaux et sociaux vers d'autres régions, reproduisant des relations néocoloniales tout en se présentant comme des leaders climatiques. Loin d'être une alternative émancipatrice, ce « capitalisme vert » dissimule de nouvelles formes de dépossession et renforce la dépendance à l'égard d'une exploitation minière agressive, montrant qu'il n'y aura pas de justice environnementale sans une transformation des fondements mêmes du système économique.

Les forces de droite, d'extrême droite, ultra-conservatrices, fascistes et proto-fascistes continuent de gagner du terrain dans plusieurs régions de la planète.

Il s'agit d'une tendance présente depuis plusieurs années, qui se manifeste actuellement avec une plus grande agressivité.

L'explication de leur croissance réside dans la capacité des secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie internationale à manipuler et à exploiter, à leur profit, les problèmes économiques et sociaux produits par le système capitaliste-impérialiste lui-même, tels que les pertes d'emploi, les migrations ou les processus liés au développement de l'interculturalité et à l'émergence de mouvements qui revendiquent des droits sexuels, de genre, liés à l'âge, entre autres.

En Europe et aux États-Unis en particulier, ces partis de droite ont réussi à présenter la migration et le multiculturalisme comme des menaces existentielles pour l'identité nationale et la sécurité. Ils promeuvent un nationalisme chauvin et rejettent la diversité culturelle. Ils utilisent les migrants comme boucs émissaires, les rendant responsables des problèmes économiques et sociaux, voire de la criminalité.

En Amérique du Sud, ces courants politiques maintiennent un discours ouvertement anticommuniste, défendent fermement les préceptes néolibéraux (comme en Argentine et en

Équateur), louent l'impérialisme américain et criminalisent les actions et la lutte menées par les partis et mouvements de gauche, ainsi que par les organisations populaires.

Ces forces agissent ouvertement contre les droits démocratiques des travailleurs et des peuples, ainsi que contre les syndicats et les partis de gauche. Elles s'attaquent même aux institutions de la démocratie bourgeoise elle-même afin d'avoir les mains libres pour imposer leurs projets politiques réactionnaires, visant à faciliter les conditions qui augmentent le taux de profit dans la production.

Les forces ultra-conservatrices et le fascisme constituent un grave danger pour les travailleurs et les peuples, auquel nous devons faire face par une politique d'unité dans le mouvement ouvrier et populaire et avec les organisations politiques démocratiques et de gauche.

Les partis et mouvements réformistes et ceux qualifiés de « progressistes » ont perdu du terrain. Cependant, ils conservent une influence significative dans des segments importants de la population dans diverses régions. Leur capacité à tromper les masses repose sur une rhétorique qui critique le modèle néolibéral et le capitalisme sauvage et inhumain, et utilise des éléments discursifs à consonance de gauche, ce qui leur permet d'obtenir le soutien de secteurs de la classe ouvrière et de la population vivant dans la pauvreté.

Une militarisation croissante de la société est en cours, qui transcende les plans économique, politique et social.

La plupart des pays subordonnent leurs budgets, leurs politiques publiques et leurs modes de gestion à la préparation à la confrontation, renforçant les appareils répressifs, criminalisant la protestation et normalisant la présence militaire dans des sphères qui appartenaient auparavant à la vie civile.

Ce phénomène est particulièrement visible dans les pays capitalistes les plus développés, où la puissance militaire est non seulement un élément central de la politique étrangère, mais aussi un facteur structurant de l'ordre interne. La militarisation ne se limite pas à l'augmentation des budgets de défense ou au renforcement des appareils armés ; elle s'exprime également dans la manière dont les États, les médias et les grandes entreprises façonnent les perceptions, les comportements et les priorités sociales selon une logique sécuritaire.

L'augmentation soutenue des dépenses militaires aux États-Unis, dans l'Union européenne, au Japon, en Chine, en Russie et dans d'autres pays impérialistes et capitalistes développés en est un signe évident. Au cours des dernières décennies, et en particulier après des événements tels que la guerre en Ukraine, les tensions dans le Pacifique ou la montée en puissance de la Chine, les pays capitalistes occidentaux ont consacré une part croissante de leur PIB à l'équipement militaire, à la modernisation technologique et au renforcement d'alliances stratégiques telles que l'OTAN.

Dans le même temps, la militarisation progresse à l'intérieur des frontières. La présence croissante de forces de police lourdement équipées, avec des armes et des tactiques d'origine militaire, est une caractéristique de plus en plus évidente dans de nombreuses villes du monde. Aux États-Unis, par exemple, le transfert d'équipements militaires aux services de police locaux a conduit à l'émergence de forces de sécurité ressemblant de plus en plus à des unités de combat. Cela a un effet direct sur la population : la normalisation d'une surveillance extrême, la répression des protestations sociales et la perception que les conflits internes doivent être gérés avec des instruments typiques de la guerre.

Au niveau culturel, la militarisation opère à travers le divertissement, l'éducation et la publicité. Des industries telles que Hollywood et les jeux vidéo entretiennent des relations étroites avec les complexes militaro-industriels, reproduisant des récits qui glorifient la guerre, l'héroïsme martial et la supériorité technologique. La figure du soldat est présentée comme un symbole d'ordre, de sécurité et de patriotisme, tandis que les conflits géopolitiques sont simplifiés afin

de légitimer les interventions militaires ou l'expansion des bases à l'étranger. Cette pénétration culturelle contribue à faire percevoir la force comme une réponse naturelle ou inévitable aux tensions internationales.

Enfin, la militarisation prend également des formes économiques. Le complexe militaro-industriel est l'un des secteurs les plus lucratifs du capitalisme contemporain. Les entreprises qui se consacrent au développement d'armes, de systèmes de surveillance et de technologies à double usage font pression sur les gouvernements pour obtenir des contrats de plusieurs milliards de dollars. Cette alliance entre l'État et le capital fait de la guerre et de la préparation à la guerre un moteur économique, faussant les priorités sociales et détournant des ressources qui pourraient être consacrées à la santé, à l'éducation, au logement ou à la lutte contre le changement climatique.

Le monde assiste à une montée de la lutte des travailleurs, des jeunes et des peuples.

Nous vivons une période d'intensification, de massification et de combativité de la lutte des masses, la plus intense depuis plus d'une décennie. Ces événements ont brisé les théories bourgeoises, révisionnistes et réformistes qui tentent encore de montrer que la classe ouvrière et la jeunesse ont perdu le protagonisme politique qui les caractérisait jusqu'à la fin du siècle dernier.

Sur tous les continents, des actions de protestation massives ont lieu contre les politiques d'austérité des gouvernements, contre la corruption des dirigeants, contre la guerre et pour la paix, en solidarité avec le peuple palestinien, contre diverses formes d'intervention qui violent la souveraineté des pays – y compris celles menées par le biais des droits de douane imposés par Donald Trump – pour des revendications particulières liées aux salaires, à la santé, à l'éducation, au logement, aux droits démocratiques et politiques. Même aux États-Unis, il y a des manifestations de masse contre la politique xénophobe pratiquée à l'égard des immigrants, contre l'action militaire annexionniste à Gaza aux côtés de l'État nazi-sioniste d'Israël.

Ces luttes prennent la forme de grèves sectorielles, d'arrêts de travail nationaux, de manifestations de rue et de soulèvements populaires ; elles revendiquent des revendications spécifiques et brandissent également des bannières politiques.

La solidarité avec le peuple palestinien et la condamnation du génocide commis par l'Israël sioniste ont mobilisé des millions d'hommes et de femmes à travers le monde, en particulier les jeunes.

La réponse des travailleurs en Italie est historique, avec une grève générale et des manifestations de rue massives. L'un des aspects les plus pertinents de cette lutte a été le refus des dockers de manipuler les marchandises en provenance et à destination d'Israël. Cet exemple s'est également propagé à d'autres pays.

La grève en Italie a été l'expression d'une lutte politique, anti-impérialiste et internationaliste. Dans pratiquement toute l'Europe, des actions de protestation massives ont également eu lieu contre les coupes budgétaires, la militarisation de l'économie, pour des revendications salariales et contre le coût élevé de la vie ; de même, pour la défense des droits du travail et pour des causes mondiales telles que la protection de l'environnement.

Des actions de masse ont également eu lieu pour s'opposer aux partis d'extrême droite, comme en France, en Allemagne, en Autriche ou en Turquie, et au Brésil pour exiger la condamnation de Jair Bolsonaro pour ses tentatives de coup d'État. Cela montre l'inquiétude actuelle de la population face au danger que représente la montée des partis ultra-conservateurs, d'extrême droite et fascistes.

La participation des jeunes à la lutte des travailleurs et des peuples – et en particulier celle des étudiants à des mobilisations à contenu politique clair – atteint des expressions notables. Dans

les actions de masse et les soulèvements populaires qui ont eu lieu au Népal, au Maroc, en Indonésie, au Pérou, au Myanmar, en Argentine, au Panama, aux États-Unis, en Thaïlande, au Kenya, au Mali, en Afrique du Sud, à Madagascar, en Turquie, entre autres, la combativité des jeunes se distingue, en particulier celle du mouvement étudiant. Dans plusieurs de ces pays, les jeunes ont brandi des bannières politiques, luttant contre la corruption et défendant les droits démocratiques. Au Népal et au Pérou, ils ont été la principale force qui a renversé leurs gouvernements en septembre et octobre respectivement. Cependant, il faut préciser qu'au Népal, le mouvement de jeunesse a clairement été utilisé par la droite.

La lutte des travailleurs agricoles et des peuples autochtones se distingue également dans plusieurs régions. En Inde, au Brésil, en Iran, au Salvador, au Pérou, au Soudan et au Kenya, des actions de protestation massives ont eu lieu pour défendre leurs revendications spécifiques. En Amérique latine, les peuples autochtones continuent de jouer un rôle de premier plan dans la lutte pour leurs droits nationaux, contre les grands projets miniers et pétroliers, et pour la défense de l'eau et de l'environnement.

Les travailleurs, les jeunes, les femmes et les peuples luttent contre les politiques mises en œuvre par la bourgeoisie et ses gouvernements, ainsi que contre les conséquences inhérentes au système capitaliste-impérialiste dominant. Dans ces luttes, ils expriment leur mécontentement et leur rejet de ce système, tout en manifestant leur désir de changement.

Les masses laborieuses subissent les effets d'une forte offensive idéologique et politique de l'impérialisme et de la bourgeoisie internationale.

Il en résulte une plus grande dispersion idéologique et politique, en particulier parmi les jeunes qui ont été séduits par des tendances telles que le pragmatisme, l'hédonisme, l'individualisme, le consumérisme, entre autres, qui entravent l'activité politique révolutionnaire. Cette offensive est menée à l'aide des moyens et des instruments les plus divers ; elle s'inscrit dans le cadre de l'exercice de la domination idéologique par la classe dirigeante.

Le développement des technologies de communication (télématique, réseaux sociaux et autres plateformes virtuelles) facilite la prolifération des valeurs bourgeoises, le renforcement des conceptions idéologiques bourgeoises et l'aliénation des gens par rapport à leur propre réalité. Il y a une surabondance de messages sur Internet qui crée l'illusion que les gens sont désormais mieux informés. Les fausses nouvelles abondent, tout comme les informations sans intérêt qui sont consommées comme si elles fournissaient des critères innovants, « révélant des réalités cachées ».

Le monde de l'information néolibérale est présenté comme le monde de la liberté, alors qu'il s'agit en réalité d'un instrument de domination.

Ce qui précède ne doit pas nous conduire à condamner le développement technologique, dans ce domaine ou dans tout autre domaine de la société. Nous sommes obligés d'utiliser et de tirer parti de ces avancées et de ces outils pour diffuser nos idées, nos conceptions et notre politique révolutionnaires. Ils peuvent et doivent être des moyens de mener notre propre offensive idéologique et politique.

Depuis quelques années, la droite et l'extrême droite parlent de la soi-disant « guerre culturelle », qui sert d'instrument pour justifier une offensive réactionnaire dans différents domaines de la vie sociale. Elles prétendent mener une bataille pour défendre la tradition, la famille et l'identité nationale, mais en réalité, elles cherchent à inverser les avancées démocratiques obtenues par les mouvements féministes, autochtones, syndicaux, LGBTI et antiracistes. Ils présentent ces mouvements comme des menaces extérieures ou des « ennemis intérieurs » afin de polariser la société et de consolider une base politique disciplinée autour de valeurs conservatrices.

Ce discours vise non seulement à contrôler la production d'idées, mais aussi à détourner les masses laborieuses des véritables conflits économiques : l'exploitation, la précarité et la concentration croissante des richesses. Il s'agit d'une stratégie politique destinée à défendre l'ordre capitaliste, à éroder les droits démocratiques et à préparer le terrain pour des projets de plus en plus réactionnaires et autoritaires.

Ils encouragent également les attaques contre la science et promeuvent des points de vue antiscientifiques, présentant la science comme un « endoctrinement » ou une « idéologie » et affirmant qu'il n'existe pas de connaissance absolument vraie, universelle ou objective, mais que toute forme de connaissance dépend du contexte culturel, social, historique ou individuel dans lequel elle est produite.

Les « théories » et les points de vue issus du révisionnisme et du réformisme, qui, à l'aide d'un discours pseudo-gauchiste, promeuvent des points de vue et des politiques fonctionnels au système capitaliste, font également partie de l'offensive idéologique bourgeoise.

De nombreux secteurs de travailleurs, de jeunes et de femmes issus des classes populaires tombent dans les filets de ces positions et croient, à tort, qu'ils participent à des mouvements qui proposent la transformation révolutionnaire de la société.

Nos partis doivent également démasquer ces positions, en comprenant que cela fait partie de la lutte idéologique et politique contre les factions de la grande bourgeoisie.

Le scénario politique actuel offre des conditions plus favorables à l'activité révolutionnaire de nos partis.

Les travailleurs, les paysans, les jeunes et les femmes des classes populaires sont aujourd'hui confrontés à une réalité qui leur permet de voir clairement ce que le capitalisme offre à l'humanité.

Cette réalité visible et indéniable doit être utilisée par nos partis et nos organisations pour avancer dans la construction des forces de la révolution, dans la formation d'un mouvement de masse révolutionnaire, élément fondamental pour la victoire de la révolution sociale du prolétariat.

Il est très important que de nouveaux et importants contingents des masses comprennent que la lutte est le moyen d'obtenir des revendications et des droits, ainsi que de mettre un terme aux plans de la bourgeoisie et de l'impérialisme, et qu'ils se joignent à la lutte. Cependant, si l'avant-garde révolutionnaire n'est pas présente dans ces luttes, pour les organiser et les diriger, elles ne dépasseront pas les limites imposées par le syndicalisme et l'action intentionnellement dirigée par les partis et mouvements bourgeois et réformistes pour limiter la lutte des masses. La classe ouvrière, la jeunesse, les femmes des classes et couches populaires, et les peuples doivent comprendre que pour parvenir à leur émancipation, ils doivent s'appuyer sur toutes les formes de lutte, légales et illégales. Le parti du prolétariat a l'obligation d'organiser toutes ces expressions de lutte.

Nos partis ont la responsabilité d'assumer un rôle plus dirigeant tant dans les pays où nous sommes présents que sur la scène internationale. Pour remplir ce rôle, il est indispensable de définir des orientations et des politiques correctes basées sur les principes marxistes-léninistes, cependant, cela ne suffit pas. Il est nécessaire d'avoir suffisamment de force pour concrétiser cette politique, et cette force vient des ouvriers, des paysans, des jeunes et des classes et couches populaires – exploitées et opprimées – qui se mobilisent sous l'influence de notre politique.

Nous toucherons des secteurs nouveaux et plus larges des masses dans la mesure où nos partis croîtront numériquement. Le recrutement de nouveaux communistes doit devenir l'une des tâches prioritaires de nos organisations.

Pour attirer la classe ouvrière, la jeunesse et les femmes des secteurs populaires vers la lutte pour la révolution, il est essentiel de développer une diffusion intense et systématique de notre

politique, de nos thèses programmatiques et de nos points de vue sur les différents problèmes auxquels sont confrontés le monde et la société. Un parti marxiste-léniniste est inconcevable sans une propagande constante de sa politique et de ses actions. En ce sens, le journal imprimé joue un rôle fondamental, car il permet d'établir un contact direct et une relation physique immédiate avec les masses.

Le scénario politique mondial exige d'approfondir le travail d'unité avec les forces sociales et politiques intéressées par la lutte contre l'impérialisme et les politiques de la bourgeoisie internationale. Nous travaillons à la construction d'un front international anti-impérialiste et antifasciste qui s'exprime par des actions et des luttes concrètes, tant dans les lieux où nous sommes présents que par le biais d'initiatives internationales.

La lutte anti-impérialiste revêt aujourd'hui une importance particulière, alors que nous assistons à une période d'agressivité accrue de l'impérialisme américain – principal ennemi des peuples – et à l'exacerbation des contradictions interimpérialistes, qui font craindre le danger d'une nouvelle conflagration mondiale.

Nous l'avons déjà dit à d'autres occasions : il n'est pas possible de lutter contre un impérialisme en s'appuyant sur un autre impérialisme. C'est ainsi que s'exprime une authentique position anticapitaliste et anti-impérialiste.

La lutte internationale du prolétariat contre le système capitaliste-impérialiste se manifeste dans la confrontation de classe dans chaque pays, mais elle doit être liée à des actions et des luttes de caractère international. La classe ouvrière et les peuples, dans leur lutte pour gagner leur émancipation, doivent défendre une politique d'indépendance de classe.

XXXe session plénière

Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes (CIPOML)

Novembre 2025

Sources consultées :

Les effets économiques des droits de douane du président Trump (10 avril 2025)

https://budgetmodel.wharton.upenn.edu/Issues/2025/4/10/economic-effects-of-president-trumps-tariffs?utm_source=chatgpt.com

§ « Les biens liés à l'IA et l'anticipation des achats stimulent le commerce mondial en 2025, mais les perspectives pour 2026 sont sombres » (OMC)

https://www.wto.org/english/news_e/news25_e/stat_07oct25_e.htm?utm_source=chatgpt.com

§ *Hégémonie et dispute de l'hégémonie impérialiste*. Alejandro Ríos. Août 2025.

§ Rapports sur les perspectives de l'économie mondiale

<https://www.imf.org/es/Publications/WEO/Issues/2025/07/29/world-economic-outlook-update-july-2025#:~:text=Se%20proyectan%20tasas%20de%20crecimiento,Perspectivas%20de%20la%20econom%C3%ADa%20mundial.>

§ Perspectives mondiales de l'emploi et des conditions sociales à l'horizon 2025

https://www.ilo.org/sites/default/files/2025-01/WESO25_Trends_Report_EN.pdf?utm_source=chatgpt.com